



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE (EPML)

Suivi opérationnel : **DEPARTEMENT DES PEINTURES**
14 Quai François Mitterrand - 75058 Paris cedex 01

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
C.C.P.**

**PRESTATIONS DE RESTAURATION DU SUPPORT ET DE LA
COUCHE PICTURALE DES 24 TABLEAUX DE GALERIE MÉDICIS DE
PIERRE PAUL RUBENS**

***LOT 1 - RESTAURATION DE LA COUCHE PICTURALE ET DU
SUPPORT DE 12 TABLEAUX***
(INV.1771,1773,1774,1775,1778,1781,1784,1785,1786,1787,1789,1790)

***LOT 2 - RESTAURATION DE LA COUCHE PICTURALE ET DU
SUPPORT DE 12 TABLEAUX***
(INV.1769,1770,1772,1776,1777,1779,1780,1782,1783,1788,1791,1792)

Établi en application des dispositions du [Code de la commande publique](#).

Le présent C.C.P. comporte 53
pages (y compris la page de
garde) numérotées de 1 à 53.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	DISPOSITIONS GENERALES	7
1.1	OBJET DU MARCHÉ.....	7
1.1.1	<i>Le cycle de Marie de Médicis de Pierre Paul Rubens.....</i>	<i>7</i>
1.1.2	<i>Caractéristiques des tableaux du cycle</i>	<i>7</i>
1.1.3	<i>Contexte et objectifs de la restauration.....</i>	<i>9</i>
1.2	DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ EN LOTS ET TRANCHES	9
1.3	VARIANTES OU PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLE (PSE)	13
1.4	MODE DE PASSATION DU MARCHÉ.....	13
1.5	FORME DU MARCHÉ.....	13
1.6	DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAIS D'EXÉCUTION	14
1.6.1	<i>Durée du marché</i>	<i>14</i>
1.6.2	<i>Délai d'exécution</i>	<i>14</i>
1.7	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE	14
1.8	SOUS-TRAITANCE.....	15
1.9	RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ORGANISATIONS (RSO).....	16
1.10	DONNÉES PERSONNELLES	16
1.11	MODIFICATION DU CONTRAT	17
1.12	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	17
ARTICLE 2 -	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	17
ARTICLE 3 -	INTERVENANTS	18
3.1	QUALIFICATION DES INTERVENANTS	19
3.2	GARANTIE DE CONTINUITÉ DES PRESTATIONS	19
3.3	COMPORTEMENT DES INTERVENANTS	19
ARTICLE 4 -	DESCRIPTION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
4.1	LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	20
4.1.1	<i>Description du lieu</i>	<i>20</i>
4.1.2	<i>Conditions d'accès.....</i>	<i>20</i>
4.1.3	<i>Aménagement du lieu.....</i>	<i>20</i>
4.1.4	<i>Accès aux services (cf sanitaires, point d'eau, repas...)</i>	<i>21</i>
4.1.5	<i>Sécurité incendie – permis feu et permis poussière</i>	<i>22</i>

4.2	DÉROULÉ DES OPÉRATIONS	22
4.2.1	<i>Planning et organisation du chantier</i>	22
4.2.2	<i>Opérations de vernissage</i>	23
4.2.3	<i>Manipulations des tableaux</i>	23
4.2.4	<i>Gestion des déchets</i>	23
4.3	COORDINATION ET COLLABORATION DES ÉQUIPES	23
4.4	SUIVI SCIENTIFIQUE	23
4.5	PHOTOGRAPHIES EN COURS DE RESTAURATION	24
4.6	DÉFINITION DES PRESTATIONS DE RESTAURATION	24
4.6.1	<i>Restauration fondamentale de la couche picturale :</i>	24
4.6.2	<i>Restauration fondamentale du support (reprise de rentoilage ou reprise de transposition) :</i>	25
4.6.3	<i>Restauration minimale du support :</i>	25
4.6.4	<i>Rapport d'intervention</i>	26
4.6.5	<i>Cession de droits</i>	26
4.7	CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES ÉQUIPEMENTS	27
4.7.1.a)	Hottes à solvant	27
4.7.1.b)	Armoire à solvant	27
4.7.1.c)	Échafaudages	28
4.7.1.d)	Ponts roulants	28
4.7.1.e)	Poubelles à solvant	28
4.8	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES – PART FORFAITAIRE	28
4.8.1	<i>Lot 01 – Tranche ferme</i>	28
4.8.1.a)	L'Instruction de la reine dit aussi l'Éducation de la reine - INV. 1771	28
4.8.1.b)	Les Épousailles de la reine ou La Réception de l'anneau, dit encore le mariage par procuration de Marie de Médicis et d'Henri IV à Florence, le 5 octobre 1600 - INV. 1773.....	28
4.8.1.c)	Le Débarquement de la reine à Marseille, le 3 novembre 1600 - INV. 1774.....	29
4.8.1.d)	L'Arrivée de la reine à Lyon, ou La Rencontre du roi et de la reine, le 9 décembre 1600 - INV. 1775	29
4.8.1.e)	Le Couronnement de la reine à l'abbaye de Saint-Denis, le 13 mai 1610 - INV. 1778.....	29
4.8.1.f)	Équipements et aménagements de la salle.....	29
4.8.2	<i>Lot 01 – Tranche optionnelle</i>	30
4.8.2.a)	La Prise de Juliers, le 1er septembre 1610 – INV. 1781	30

4.8.2.b)	La Majorité de Louis XIII. La Reine remet les affaires au roi, le 20 octobre 1614 – INV. 1784 30	
4.8.2.c)	La Reine s'enfuit du château de Blois dans la nuit du 21 au 22 février 1619 – INV. 1785 ...	30
4.8.2.d)	Le Traité d'Angoulême, le 30 avril 1619 – INV. 1786	30
4.8.2.e)	La Conclusion de la paix à Angers, le 10 août 1620 – INV. 1787	30
4.8.2.f) INV. 1789	Le Triomphe de la Vérité ou La Parfaite et sincère union de la Reine mère et de son fils – 30	
4.8.2.g)	François I ^{er} de Médicis (1541-1587), Grand-Duc de Toscane, père de Marie de Médicis et fils de Cosme I ^{er} – INV. 1790	31
4.8.2.h)	Équipements et aménagements de la salle.....	31
4.8.3	<i>Lot 02 – Tranche ferme</i>	31
4.8.3.a)	Les Parques filant le destin de la reine Marie de Médicis sous la protection de Jupiter et Junon – INV. 1769	31
4.8.3.b)	La Naissance de la reine à Florence le 26 avril 1573 – INV. 1770	31
4.8.3.c)	Henri IV reçoit le portrait de la reine et se laisse désarmer par l'Amour – INV. 1772	31
4.8.3.d)	La Naissance du Dauphin à Fontainebleau, le 27 septembre 1601 – INV. 1776	32
4.8.3.e)	Préparatifs du roi pour la guerre d'Allemagne ou La Remise de la régence à la reine, le 20 mars 1610 – INV. 1777	32
4.8.3.f) 1779	L'Apothéose d'Henri IV et la proclamation de la régence de la Reine, le 14 mai 1610 – INV. 32	
4.8.3.g)	Équipements et aménagements de la salle.....	32
4.8.4	<i>Lot 02 – Tranche optionnelle</i>	33
4.8.4.a)	Le Conseil des dieux pour les mariages réciproques de la France et de l'Espagne dit autrefois Le Gouvernement de la reine – INV. 1780	33
4.8.4.b)	L'Échange des deux princesses de France et d'Espagne sur la Bidassoa à Hendaye, la 9 novembre 1615 – INV. 1782	33
4.8.4.c)	La Félicité de la Régence – INV. 1783	33
4.8.4.d)	La Parfaite réconciliation de la reine et de son fils, après la mort du Connétable de Luynes, le 15 décembre 1621 – INV. 1788	33
4.8.4.e) INV. 1791	Jeanne d'Autriche (1547-1578), Grande-Duchesse de Toscane, mère de Marie de Médicis – 33	
4.8.4.f)	Marie de Médicis (1573-1642) en reine triomphante – INV. 1792	33
4.8.4.g)	Équipements et aménagements de la salle.....	34
4.9	DESCRIPTION DES PRESTATIONS – PART À COMMANDE	34
4.9.1	<i>Traitement des châssis</i>	34
4.9.2	<i>Opérations de médiation, communication, comités scientifiques</i>	34
4.9.3	<i>Prélèvements et analyses scientifiques</i>	34

4.9.4	<i>Protocole plomb</i>	34
4.10	OBLIGATION DE CONSEIL.....	35
4.11	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	35
4.12	ACTIONS DE COMMUNICATION.....	35
4.12.1	<i>Prestation de médiation et de communication</i>	35
4.12.2	<i>Photographies et prises de vue du personnel du titulaire</i>	36
4.12.3	<i>Prises de vue ou tournages sur le lieu d'exécution par le titulaire</i>	37
4.13	OBLIGATION DE PROPRETÉ ET DE TRI SÉLECTIF.....	37
ARTICLE 5 -	RESPONSABILITES ET ASSURANCES	37
5.1	RESPONSABILITÉ JURIDIQUE.....	38
5.2	MESURE DE SÉCURITÉ -SÛRETÉ.....	39
ARTICLE 6 -	GARANTIE	39
ARTICLE 7 -	MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	40
ARTICLE 8 -	MODE DE REGLEMENT	41
8.1	MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	43
8.1.1	<i>Pour la part forfaitaire</i>	43
8.1.2	<i>Pour la part à commande</i>	44
8.2	MODALITÉS DE PAIEMENT.....	44
8.3	ADRESSE D'ENVOI DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	45
8.4	DÉLAIS DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES.....	46
8.5	AVANCE.....	46
8.6	TVA.....	47
8.7	PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	47
8.8	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	47
ARTICLE 9 -	CESSION OU NANTISSEMENT	47
ARTICLE 10 -	OPERATIONS DE VERIFICATION, D'ADMISSION ET DE CONTROLE	47
ARTICLE 11 -	CONSTAT DE DEGRADATION	50
11.1	PROCÉDURE DE CONSTAT DE DÉGRADATION.....	50
11.2	RÉPARATION.....	50
ARTICLE 12 -	PENALITES	50
12.1	PÉNALITÉS DE RETARD.....	51

12.2	AUTRES PÉNALITÉS	51
ARTICLE 13 -	RESILIATION – LITIGES.....	52
13.1	RÉSILIATION	52
13.2	LANGUE, LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX	52
ARTICLE 14 -	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	52

PRÉAMBULE

Le présent cahier des clauses particulières étant un CCP commun à tous les lots et chaque lot étant un marché, le terme marché est utilisé dans le présent document pour qualifier indifféremment chaque lot.

Lorsque des dispositions concernent un ou des lots de manière spécifique, le présent CCP, mentionne le ou les lots concernés.

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet **la restauration de la couche picturale et la restauration du support des vingt-quatre (24) tableaux (huile sur toile) du cycle de Marie de Médicis de Pierre Paul Rubens**, musée du Louvre, département des Peintures.

1.1.1 Le cycle de Marie de Médicis de Pierre Paul Rubens

Le cycle de vingt-quatre toiles monumentales décrit la vie, ou plutôt la geste, de la princesse toscane Marie de Médicis montée sur le trône de France en 1600. Lancé officiellement en 1622, le cycle est réalisé à Anvers par Rubens et son atelier – alors même qu'il maintient une production de grands tableaux d'autels. Cette prouesse technique et artistique (des métiers de dimensions spéciales ont dû être montés expressément pour ce chantier) n'est documentée que de façon parcellaire et oblique : il n'existe, par exemple, aucune vue contemporaine de la galerie. C'est la correspondance de Rubens, connue très partiellement, qui renseigne sur la genèse de cet ensemble extraordinaire. C'est la plus importante réalisation de sa carrière.

Le cycle est à la fois le testament politique d'une femme, une vision de la place du royaume de France dans l'Europe du temps, une élogie au portrait de cour, l'un des sommets du langage allégorique cher à l'époque classique, un moment de rivalité avec l'art de la tapisserie, le résultat des luttes d'influences au sein de la Maison de la reine, l'illustration de l'ascension paradoxale du cardinal de Richelieu, celle de la fragilité des premiers rois Bourbons... Et le berceau de bien des querelles devant agiter l'école française. Il est installé en 1625 dans une galerie à la française (poutres et solives), avec fenêtres, au sein du palais neuf de style florentin voulu par la reine mère à Paris – le Luxembourg. Les toiles furent ajustées sur place, l'une fut même peinte en remplacement d'un tableau finalement refusé par la commanditaire.

1.1.2 Caractéristiques des tableaux du cycle

Les vingt-quatre (24) tableaux, datés entre 1622 et 1625, sont les suivants :

Titre	Dimensions (cm)	Format	Inventaire
Les Parques filant le destin de la reine Marie de Médicis sous la protection de Jupiter et Junon	394 x 155	MF	INV. 1769
La Naissance de la reine à Florence le 26 avril 1573	394 x 295	GF	INV. 1770
L'Instruction de la reine dit aussi l'Éducation de la	394 x 295	GF	INV. 1771

reine			
Henri IV reçoit le portrait de la reine et se laisse désarmer par l'Amour	394 x 295	GF	INV. 1772
Les Épousailles de la reine ou La Réception de l'anneau, dit encore le mariage par procuration de Marie de Médicis et d'Henri IV à Florence, le 5 octobre 1600	394 x 295	GF	INV. 1773
Le Débarquement de la reine à Marseille, le 3 novembre 1600	394 x 295	GF	INV. 1774
L'Arrivée de la reine à Lyon, ou La Rencontre du roi et de la reine, le 9 décembre 1600	394 x 295	GF	INV. 1775
La Naissance du Dauphin à Fontainebleau, le 27 septembre 1601	394 x 295	GF	INV. 1776
Préparatifs du roi pour la guerre d'Allemagne ou La Remise de la régence à la reine, le 20 mars 1610	394 x 295	GF	INV. 1777
Le Couronnement de la reine à l'abbaye de Saint-Denis, le 13 mai 1610	394 x 727	TGF	INV. 1778
L'Apothéose d'Henri IV et la proclamation de la régence de la Reine, le 14 mai 1610	394 x 727	TGF	INV. 1779
Le Conseil des dieux pour les mariages réciproques de la France et de l'Espagne dit autrefois Le Gouvernement de la reine	394 x 702	TGF	INV. 1780
La Prise de Juliers, le 1 ^{er} septembre 1610	394 x 295	GF	INV. 1781
L'Échange des deux princesses de France et d'Espagne sur la Bidassoa à Hendaye, la 9 novembre 1615	394 x 295	GF	INV. 1782
La Félicité de la Régence	394 x 295	GF	INV. 1783
La Majorité de Louis XIII. La Reine remet les affaires au roi, le 20 octobre 1614	394 x 295	GF	INV. 1784
La Reine s'enfuit du château de Blois dans la nuit du 21 au 22 février 1619	394 x 295	GF	INV. 1785
Le Traité d'Angoulême, le 30 avril 1619	394 x 295	GF	INV. 1786
La Conclusion de la paix à Angers, le 10 août 1620	394 x 295	GF	INV. 1787
La Parfaite réconciliation de la reine et de son fils, après la mort du Connétable de Luynes, le 15 décembre 1621	394 x 295	GF	INV. 1788
Le Triomphe de la Vérité ou La Parfaite et sincère union de la Reine mère et de son fils	394 x 155	MF	INV. 1789
François I ^{er} de Médicis (1541-1587), Grand-Duc de Toscane, père de Marie de Médicis et fils de Cosme	247 x 116	PF	INV. 1790

ler			
Jeanne d'Autriche (1547-1578), Grande-Duchesse de Toscane, mère de Marie de Médicis	247 x 116	PF	INV. 1791
Marie de Médicis (1573-1642) en reine triomphante	276 x 149	PF	INV. 1792

Le cycle se décompose en :

- Trois (03) tableaux d'une surface comprise entre 2,5 et 4,5 m² qualifiés dans ce présent marché de « petit format » (PF)
- Deux (02) tableaux d'une surface de 6,1 m² qualifiés dans ce présent marché de « moyen format » (MF)
- Seize (16) tableaux d'une surface de 11,6 m² qualifiés dans ce présent marché de « grand format » (GF)
- Trois (03) tableaux d'une surface comprise entre 27 et 29 m² qualifiés dans ce présent marché de « très grand format » (TGF)

1.1.3 Contexte et objectifs de la restauration

Le cycle de Marie de Médicis a fait l'objet ces cinq dernières années de deux études :

- une étude préalable à la restauration menée par un groupement de restaurateurs en 2020 (mandataire : Luc Hurter) faisant suite à un constat effectué lors d'un bilan sanitaire en 2016 ;
- une étude scientifique avec réalisation d'imageries scientifiques réalisée en 2023 par Thierry Radelet

Ces études ont corroboré les impressions du département des Peintures et le premier constat établi en 2016 à savoir que les tableaux n'étaient plus dans état de présentation satisfaisant (vernissages oxydés, repeints désaccordés) et que pour la plupart l'état de conservation était problématique (soulèvements généralisés, défaillance du rentoilage).

Il était donc nécessaire de réaliser la restauration de ce cycle. Les objectifs sont à la fois conservatoires et esthétiques. Un enjeu très important de ce chantier sera l'harmonisation des traitements de la couche picturale (choix des types de réintégration, niveau de réintégration, vernissage...). Une concertation entre les membres des équipes des titulaires des marchés est donc impérative.

1.2 Décomposition du marché en lots et tranches

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement au sens des articles L. 2113-10, L. 2113-11 et R. 2113-2 du Code de la commande publique.

L'ensemble des prestations sera réalisé en deux (02) lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché propre, et réparti de la manière suivante :

N° LOT	Intitulé/corps d'état
Lot 01	Restauration de la couche picturale et du support de douze (12) tableaux (INV.1771,1773,1774,1775,1778,1781,1784,1785,1786,1787,1789,1790)
Lot 02	Restauration de la couche picturale et du support de douze (12) tableaux

	(INV.1769,1770,1772,1776,1777,1779,1780,1782,1783,1788,1791,1792).
--	--

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un marché.

- Pour le lot 01, La tranche ferme (TF) concerne cinq (05) tableaux et la tranche optionnelle (TO) sept (07) tableaux.
- Pour le lot 02, la tranche ferme (TF) concerne six (06) tableaux et la tranche optionnelle (TO) six (06) tableaux).

Chaque lot est décomposé comme suit:

LOT 01				
TRANCHE FERME (TF)	PART FORFAITAIRE			
	Restauration de la couche picturale et du support de 5 tableaux			
	L'Instruction de la reine dit aussi l'Éducation de la reine	394 x 295	GF	INV. 1771
	Les Épousailles de la reine ou La Réception de l'anneau, dit encore le mariage par procuration de Marie de Médicis et d'Henri IV à Florence, le 5 octobre 1600	394 x 295	GF	INV. 1773
	Le Débarquement de la reine à Marseille, le 3 novembre 1600	394 x 295	GF	INV. 1774
	L'Arrivée de la reine à Lyon, ou La Rencontre du roi et de la reine, le 9 décembre 1600	394 x 295	GF	INV. 1775
	Le Couronnement de la reine à l'abbaye de Saint-Denis, le 13 mai 1610	394 x 727	TGF	INV. 1778
	Équipements pour l'aménagement de la salle			
	PART À COMMANDE			
	Restauration ou le changement des châssis			
	Opérations de médiation, communication...			
	Prélèvements			
	Protocole plomb			

TRANCHE OPTIONNELLE (TO)	PART FORFAITAIRE			
	Restauration de la couche picturale et du support de 7 tableaux			
	La Prise de Juliers, le 1 ^{er} septembre 1610	394 x 295	GF	INV. 1781
	La Majorité de Louis XIII. La Reine remet les affaires au roi, le 20 octobre 1614	394 x 295	GF	INV. 1784
	La Reine s'enfuit du château de Blois dans la nuit du 21 au 22 février 1619	394 x 295	GF	INV. 1785

	Le Traité d'Angoulême, le 30 avril 1619	394 x 295	GF	INV. 1786
	La Conclusion de la paix à Angers, le 10 août 1620	394 x 295	GF	INV. 1787
	Le Triomphe de la Vérité ou La Parfaite et sincère union de la Reine mère et de son fils	394 x 155	MF	INV. 1789
	François 1 ^{er} de Médicis (1541-1587), Grand-Duc de Toscane, père de Marie de Médicis et fils de Cosme 1 ^{er}	247 x 116	PF	INV. 1790
	Équipements pour l'aménagement de la salle			
	PART À COMMANDE			
	Restauration ou le changement des châssis			
	Opérations de médiation, communication...			
	Prélèvements			
	Protocole plomb			

LOT 02				
TRANCHE FERME (TF)	PART FORFAITAIRE			
	Restauration de la couche picturale et du support de 6 tableaux			
	Les Parques filant le destin de la reine Marie de Médicis sous la protection de Jupiter et Junon	394 x 155	MF	INV. 1769
	La Naissance de la reine à Florence le 26 avril 1573	394 x 295	GF	INV. 1770
	Henri IV reçoit le portrait de la reine et se laisse désarmer par l'Amour	394 x 295	GF	INV. 1772
	La Naissance du Dauphin à Fontainebleau, le 27 septembre 1601	394 x 295	GF	INV. 1776
	Préparatifs du roi pour la guerre d'Allemagne ou La Remise de la régence à la reine, le 20 mars 1610	394 x 295	GF	INV. 1777
	L'Apothéose d'Henri IV et la proclamation de la régence de la Reine, le 14 mai 1610	394 x 727	TGF	INV. 1779
	Équipements pour l'aménagement de la salle			
	PART À COMMANDE			
	Restauration ou le changement des châssis			
	Opérations de médiation, communication...			
	Prélèvements			

	Protocole plomb
--	-----------------

TRANCHE OPTIONNELLE (TO)	PART FORFAITAIRE			
	Restauration de la couche picturale et du support de 5 tableaux			
	Le Conseil des dieux pour les mariages réciproques de la France et de l'Espagne dit autrefois Le Gouvernement de la reine	394 x 702	TGF	INV. 1780
	L'Échange des deux princesses de France et d'Espagne sur la Bidassoa à Hendaye, la 9 novembre 1615	394 x 295	GF	INV. 1782
	La Félicité de la Régence	394 x 295	GF	INV. 1783
	La Parfaite réconciliation de la reine et de son fils, après la mort du Connétable de Luynes, le 15 décembre 1621	394 x 295	GF	INV. 1788
	Jeanne d'Autriche (1547-1578), Grande-Duchesse de Toscane, mère de Marie de Médicis	247 x 116	PF	INV. 1791
	Marie de Médicis (1573-1642) en reine triomphante	276 x 149	PF	INV. 1792
	Équipements pour l'aménagement de la salle			
	PART À COMMANDE			
	Restauration ou le changement des châssis			
	Opérations de médiation, communication...			
	Prélèvements			
	Protocole plomb			

Délais limites de notification de la tranche optionnelle :

La tranche optionnelle sera affermie dans le délais maximum indiqué et selon les modalités décrites ci-après en fonction :

- de l'intérêt de poursuivre le projet,
- de la qualité du résultat,
- des disponibilités économiques de l'EPML.

L'affermissement de la tranche optionnelle est subordonné à une décision expresse du pouvoir adjudicateur (décision d'affermissement signé par l'administrateur général ou toute personne mandatée par lui).

En cas d'affermissement, cette décision sera notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester la date de réception de ladite notification (échanges dématérialisés du type courriels avec AR, recommandés avec AR, remises contre récépissés, télécopies avec AR).

La tranche optionnelle devra, le cas échéant, être affermée dans les six (06) mois avant la fin de la tranche ferme (TF). L'achèvement prévisionnel de la tranche ferme (TF) est estimé à la fin du mois de septembre 2028.

Le délai d'exécution de la tranche optionnelle débute à compter de la date fixée par le représentant du pouvoir adjudicateur en charge du marché.

En cas de non affermissement de la tranche optionnelle, aucune indemnité ni de dédit ni de retard ne sera due au titulaire du présent contrat.

Par ailleurs, en cas de non affermissement de la tranche optionnelle, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer une nouvelle mise en concurrence concernant l'exécution des prestations relevant de la tranche optionnelle non affermée.

1.3 Variantes ou prestations supplémentaires éventuelle (PSE)

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché ne comporte pas de variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (ou solutions alternatives).

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

1.4 Mode de passation du marché

La présente consultation est passée selon **la procédure adaptée ouverte** en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du code de la commande publique.

1.5 Forme du marché

Le marché est un marché à **prix mixte** composé :

À titre principal, une partie forfaitaire, rémunérée par un prix global et forfaitaire, comprenant les prestations décrites à l'article 4.8 du présent CCP.

À titre accessoire, une partie à bons de commande, en application des articles R. 2162-1 à R.2162-16 du Code de la commande publique, pour les prestations décrites à l'article 4.9 du CCP.

La partie à bons de commandes est passée sans minimum et avec un montant maximum suivant :

Montant maximum sur la durée totale du marché :

- **Lot n°01:400 000 en € HT**
- **Lot n°02:400 000 en € HT**

Les prestations relevant de la part à commande seront rémunérées par les prix unitaires figurant au Bordereau des prix unitaires (BPU).

Les bons de commande sont émis au cours de l'exécution du marché, en fonction des besoins de la personne publique dans les limites contractuelles du marché.

1.6 Durée du marché – Délais d'exécution

1.6.1 Durée du marché

Conformément aux articles R. 2182-4 et R. 2182-5 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

Le marché est conclu pour la durée nécessaire à l'exécution complète des prestations, ainsi que leur validation, il est exécuté conformément au calendrier prévisionnel suivant :

Une réunion de lancement sera organisée au musée du Louvre au démarrage des prestations afin de confirmer le calendrier d'exécution définitif de réalisation des prestations et de coordonner les actions de médiation et de communication.

Ils sont conclus jusqu'à l'admission par le pouvoir adjudicateur du rapport d'intervention final (comprenant l'intégralité des rapports d'interventions de chaque tableau restauré par tranche) visé à l'article 4.6.4 du CCP.

1.6.2 Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché (tranche ferme et tranche optionnelle) est de **quarante-huit (48) mois à compter de l'installation du chantier. La durée prévisionnelle de la tranche ferme est de vingt-six (26) mois à compter de l'installation du chantier. La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle est de vingt-deux (22) mois.**

La date prévisionnelle du début des prestations consistant en l'installation du chantier de restauration est le 31 août 2026. La date prévisionnelle du début des prestations de restauration est le 5 octobre 2026. Le titulaire sera informé du début des opérations d'installation du chantier et du début des prestations de restauration par un ordre de service.

Le titulaire de chacun des marchés devra proposer un planning du déroulement de la restauration en n'excédant pas les vingt-six (26) mois pour la tranche ferme et les vingt-deux mois (22) pour la tranche optionnelle soit quarante-huit (48) mois pour les deux tranches ferme et optionnelle. Il devra s'engager sur le respect de ce planning. Le calendrier définitif d'exécution pourra être légèrement modifié par le pouvoir adjudicateur.

C'est le calendrier prévisionnel d'exécution (planning remis dans l'offre du titulaire) puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des prestations du marché et l'application des pénalités prévues au présent CCP. Au cours des prestations, l'EPML se réserve la possibilité de modifier le calendrier détaillé d'exécution, en concertation avec le titulaire de chacun des marchés. Le calendrier définitif modifié est alors notifié par ordre de service au titulaire. Le titulaire de chacun des marchés s'engage au respect des délais prévus dans le cadre du planning d'exécution puis du calendrier définitif. En cas de dépassement des délais du fait du musée du Louvre en cours d'exécution, le représentant du pouvoir adjudicateur transmettra par ordre de service une nouvelle date limite à laquelle les prestations devront être terminées.

1.7 Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre, ou « le pouvoir adjudicateur »).

La conduite du marché est assurée par le **département des Peintures**.

Le suivi de l'intervention sera assuré par :

- ✓ **M. Sébastien Allard**, conservateur général, directeur du département des Peintures
- ✓ **M. Blaise Ducos**, conservateur en chef en charge des peintures hollandaises et flamandes des XVII^e et XVIII^e siècles au département des Peintures
- ✓ **Mme. Oriane Lavit**, conservatrice en charge des peintures françaises et néerlandaises du XVI^e siècle au département des Peintures.

Les prestations sont fournies et réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

Le titulaire s'engage à désigner, dès son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom. Il sera adressé à ce référent toutes les communications sur la procédure.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, et qui se rapportent :

- ✓ aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- ✓ à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- ✓ à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- ✓ à son adresse ou à son siège social ;
- ✓ aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Il est expressément entendu que les personnels des titulaires demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

1.8 Sous-traitance

La sous-traitance s'exerce selon les conditions stipulées aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance (formulaire disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>), que le titulaire doit remettre à la personne représentant le pouvoir adjudicateur contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si l'EPML le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Le titulaire est également tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. En cas de non-respect de cette obligation

dans le délai prévu à l'article 3.6.3 du CCAG/FCS, il s'expose aux pénalités prévues audit article du CCAG/FCS.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS.

1.9 Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Considérant,

- ✓ la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- ✓ la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)
- ✓ loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- ✓ loi AGECL - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- ✓ loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- ✓ le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- ✓ le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- ✓ l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- ✓ l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- ✓ le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

1.10 Données personnelles

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaire. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du contrat.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

1.11 Modification du contrat

Le cas échéant, le marché pourra être modifié par avenant signé des deux parties dans les conditions prévues notamment par les articles L. 2194-1 et L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

1.12 Clause environnementale

Les pièces du marché fixent des **prescriptions environnementales** notamment pour la gestion des déchets.

Dans le cadre de la présente opération, le pouvoir adjudicateur, dans un souci de préservation de l'environnement, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause environnementale :

- (Articles 4.2.4 et 4.13 CCP) Obligations du titulaire - Obligation de propreté –Obligation de gestion des déchets et de tri sélectif

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'acte d'engagement propre à chaque lot,
- ✓ ainsi que ses éventuelles annexes,
- 1) le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), commun à l'ensemble des lots, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes : 1-fiches d'historique matériel, 2- étude préalable à la restauration

menée en 2020 par le groupement Luc Hurter, 3- rapports de l'étude scientifique menée par Thierry Radelet en 2023, 4- projet d'implantation des postes de travail dans la galerie Rubens, 5-dossier d'imagerie réalisée par Thierry Radelet en 2024 ;

- ✓ le calendrier prévisionnel des prestations visé à l'article 1.6 du présent CCP, substitué par le calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 1.6 du présent CCP,
- ✓ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS*), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document,
- ✓ la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot. La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements en cas de groupement, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant traité à prix global et forfaitaire. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites dans le présent CCP et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles,
- ✓ le bordereau de prix unitaire (BPU) propre à chaque lot,
- ✓ l'ensemble des textes législatifs et réglementaires* qui s'applique au présent marché,
- ✓ l'offre technique du titulaire pour chacun des lots, dans la mesure où celle-ci n'est pas contradictoire avec les dispositions prévues dans les autres documents contractuels,

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du Pouvoir Adjudicateur font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Sur demande expresse du Titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique¹, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Les textes applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du présent marché.

** Documents non-joints dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.*

ARTICLE 3 - INTERVENANTS

¹ Article R2191-54 : « Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. »

Les personnels des titulaires et de leurs sous-traitants déclarés et acceptés par la personne publique, sont soumis aux dispositions suivantes. Le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du marché.

3.1 Qualification des intervenants

Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché avec une équipe qualifiée notamment au regard de l'article R452-10 à 13 du code du patrimoine, et employée par lui ou par ses sous-traitants.

Les groupements devront être composés de spécialiste de la couche picturale et du support toile.

Dans le mémoire technique joint à son offre, le titulaire présente, à l'acceptation de la personne chargée de la conduite du présent marché, son projet d'organisation en indiquant en particulier :

- ✓ la composition de l'équipe constituée (présentation de chaque membre/complémentarité des compétences),
- ✓ la répartition des interventions entre les intervenants dans le cadre d'un planning.

3.2 Garantie de continuité des prestations

Les prestations se déroulent conformément au présent cahier des clauses particulières et aux documents contractuels.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire. Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'EPML, pour les besoins de l'exécution du présent marché. En outre, la bonne exécution du marché suppose que le titulaire désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de ceux-ci.

Si pour une raison indépendante de leur volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur. Le titulaire prend alors toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée.

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser un remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

3.3 Comportement des intervenants

Les intervenants doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'établissement :

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer et de manger dans tous les locaux de l'établissement sans exception ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement ;

- Interdiction de donner accès au chantier à des personnes tierces extérieures au chantier sans autorisation du département ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Par ailleurs, l'équipe chargée de l'exécution des prestations doit :

- Porter en permanence et de façon ostensible le badge « Louvre » qui est nominatif ;
- Être en mesure de produire les documents nécessaires en cas de contrôle de l'inspection du travail sur le chantier.

ARTICLE 4 - DESCRIPTION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Lieu d'exécution des prestations

4.1.1 Description du lieu

La restauration se déroulera in situ au sein même de la galerie Rubens, salle 801, aile Richelieu, niveau 2. Elle a une surface de 552 m² (env. 41,3 x 13,3 m) avec une hauteur sous pied de voûte de 6,26 m. Cette salle est munie d'un éclairage zénithal.

Elle possède quatre (04) entrées dont deux (02) avec hauteur sous porte de 3 ,99 m.

Il s'agit d'un lieu situé au sein des espaces muséographiques du Musée du Louvre. Durant le chantier, il est rendu inaccessible et invisible au public pendant toute la durée de l'intervention à cet effet, il est délimité par une clôture opaque, fermé par des portes dont deux seront munies d'un verrou électronique à encodage fonctionnant comme lecteur de badge et contrôlé 24h/24h et deux munies d'une serrure.

La salle est équipée d'un système de vidéosurveillance pour des raisons de sûreté des œuvres et de sécurité des personnes ; le chantier sera surveillé 24h/24 en vidéosurveillance.

Durant le chantier il n'y aura que deux (02) entrées hauteur piétons disponibles (l'une donnant vers la salle 800 et l'autre vers salle 802). Deux (02) autres entrées ouvertes sur toute leur hauteur seront disponibles : une (01) entrée vers la salle 802 et le monte-charge permettant la livraison des équipements et une (01) entrée vers la salle 800

4.1.2 Conditions d'accès

L'accès à l'espace est possible quotidiennement en respectant les horaires d'ouverture des espaces muséographiques : 9h00-17h45 du lundi au vendredi, extensible à 20h45 les mercredis et les vendredis de nocturne. Sauf empêchement exceptionnel indiqué à l'avance par le Musée du Louvre (pour cause de tournages et visites protocolaires), l'accès à l'espace de travail est bien autorisé les mardis, jours de fermeture au public du Musée du Louvre. Il nécessitera un badge d'accès sécurisé.

4.1.3 Aménagement du lieu

Le sol sera protégé par les services du musée du Louvre. Un platelage sera posé. Des armoires électriques seront installées. Un aménagement de la galerie a été imaginé afin que chaque équipe de prestataires dispose d'un espace de travail (voir image en annexe 4 du présent CCP). Chaque espace de travail sera composé de :

À la charge du titulaire du lot:

- Ponts roulants en quantité suffisante pour assurer le bon déroulement du chantier et tenir les délais de ce dernier
- Six (06) hottes à solvants. En cas de vernissage par pulvérisation, le titulaire devra employer des hottes répondant aux normes ATEX
- Une (01) armoire à solvant
- Trois (03) échafaudages
- Des poubelles à solvants en nombre suffisant
- Protection adéquate lors des opérations de vernissage : lors des opérations de vernissage (voir art. 4.2.2), les restaurateurs devront monter une tente de protection pour protéger tant les lieux que les personnes

À la charge de l'EPML :

- Quatre (04) chevalets
- Trois (03) tables support

À l'exception des chevalets et des tables support, l'ensemble de ces équipements seront à la charge des prestataires. Ils devront correspondre aux spécificités techniques décrites aux articles 4.7.1.a) à 4.7.1.e). L'installation de ces équipements sur le chantier se fera par les prestataires en amont du démarrage des opérations de restauration. Les prestataires auront quatre (04) semaines pour cela à compter du 31 août 2026 (date prévisionnelle).

Le titulaire de chacun des marchés devra prendre en charge tout l'équipement et le matériel et fournitures spécifiques nécessaires aux traitements requis. Cela comprend notamment le petit équipement (chaises, dessertes, éclairage d'appoint...).

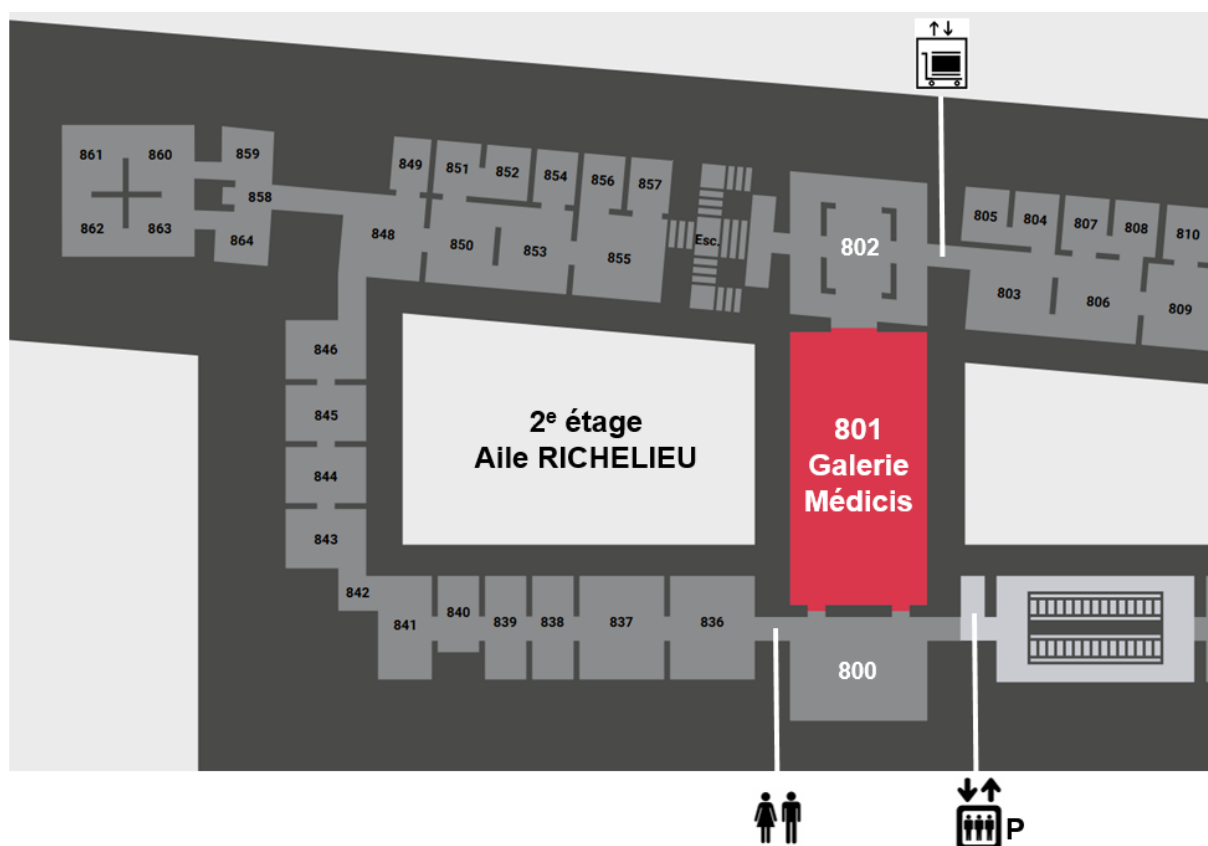
ATTENTION : de la céruse a été probablement employée pour certaines opérations support, notamment des transpositions. La restauration structurelle de ces supports pourrait entraîner la mise en place d'un protocole de sécurité spécifique. Il est donc demandé à ce que les restaurateurs puissent mettre en place un tente plomb et une évacuation des déchets plombés spécifiques si nécessaire. Des prélèvements pour mesurer le taux de plomb sur des surfaces pourront être demandés. L'emploi de protocoles de traitements entraînant le moins d'émission de poussières de plomb sera à privilégier.

4.1.4 Accès aux services (cf sanitaires, point d'eau, repas...)

Des sanitaires sont présents à proximité de la salle 801 (galerie Rubens) entre les salles 800 et 836. Il s'agit du point d'eau le plus proche.

Il est possible d'accéder à la salle 801 par des escalators et un l'ascenseur P. (voir plan ci-dessous)

Il sera possible d'accéder au restaurant du personnel du musée du Louvre.



4.1.5 Sécurité incendie – permis feu et permis poussière

La demande d'établissement d'un permis feu et/ou permis poussière sera nécessaire pour certaines opérations. Les modalités seront transmises par le musée.

Le Service Prévention Sécurité Incendie (SPSI) fournit les extincteurs sur site. Ce service validera le plan de prévention.

4.2 Déroulé des opérations

4.2.1 Planning et organisation du chantier

Comme décrit dans l'article 1.6, le chantier de restauration se déroulera **sur une durée de quarante-huit (48) mois**. Il s'organisera **en 2 phases** qui correspondent aux **deux tranches** (voir article 1.2).

La première phase durera vingt-six (26) mois et correspond à la tranche ferme. Elle concernera cinq (5) tableaux pour le lot 1 et six (6) tableaux pour le lot 2 (voir article 1.2).

À l'issue cette première phase, le positionnement des tables support et des chevalets seront inversés. Cette modification de l'installation du chantier durera deux (02) semaines (date prévisionnelle mi-septembre 2028). Les manutentions seront à la charge du prestataire.

La seconde phase durera vingt-deux (22) mois et correspond à la tranche optionnelle. Elle concernera sept (7) tableaux pour le lot 1 et six (6) tableaux pour le lot 2.

Il est demandé que les opérations débutent par les deux œuvres les plus altérées et qui permettront de déterminer un niveau de réintégration :

- Lot 01, tranche ferme : *L'Instruction de la reine dit aussi l'Éducation de la reine*, INV. 1771
- Lot 02, tranche ferme : *La Naissance de la reine à Florence le 26 avril 1573*, INV. 1770

4.2.2 Opérations de vernissage

Les opérations de vernissage (intermédiaire ou finale) sont sources d'émanations plus importantes de solvants. Afin que l'ensemble des acteurs du chantier soient prévenus, le délai de prévenance sera d'une (01) semaine au minimum avant le début d'exécution de la prestation. Un email sera envoyé aux pilotes du chantier via une adresse email qui sera transmises après la notification du marché.

Les restaurateurs devront prévoir les mesures nécessaires pour isoler la zone de vernissage, protéger le sol, et utiliser les systèmes d'extraction (hottes ATEX).

4.2.3 Manipulations des tableaux

Les opérations de décrochage et de raccrochage des tableaux seront effectuées par les équipes d'installateurs du musée du Louvre selon une planification anticipée et organisée avec le Service de la régie des œuvres.

Lors du décrochage, les équipes du musée du Louvre s'occuperont du décadrage et de la mise sur chevalet. Les baguettes d'encadrement seront stockées sur place.

Lors des manipulations des tableaux en cours de restauration (passage du chevalet à la table support par exemple), les équipes du musée du Louvre pourront également être sollicitées.

Tout demande de manipulation ou mouvements d'œuvres devront être transmises aux adresses email qui seront transmises après la notification du marché, **trois (03) semaines à l'avance** afin de permettre leur bonne planification. **Aucune opération ne pourra être prévue les mardis.**

Il faut noter que les échafaudages (voir les articles 4.7.1.c)) pourront être employés par les équipes du musée du Louvre dans le cadre des opérations de décrochages et de d'accrochages des tableaux.

4.2.4 Gestion des déchets

Les restaurateurs s'engagent à jeter les déchets souillés par les solvants (cotons etc.) dans des poubelles appropriées.

Ils devront procéder à leur collecte et à leur évacuation régulière par des entreprises spécialisées. Les bordereaux de suivi seront à transmettre au fur et à mesure des opérations ; la non remise du bordereau entraînera l'application de pénalités prévues à l'article 12 du présent CCP.

4.3 Coordination et collaboration des équipes

Un des objectifs majeurs de ce chantier de restauration est de parvenir à la plus grande homogénéité de traitement possible. En effet, ce cycle a été exécuté comme un ensemble par un même artiste. Aussi, les titulaires retenus pour les lots 1 et 2 s'engagent à dialoguer, coopérer et se coordonner pour parvenir à ces fins : ces discussions pourront porter sur les problématiques de restauration rencontrées, les techniques mises en place, les niveaux de nettoyage ou de réintégration. Il est ainsi demandé que lors des comités scientifiques, le mandataire de chaque équipe suive l'intégralité de la réunion et pas uniquement les parties dédiées aux tableaux traités par leur soin. De même, le département des peintures pourra organiser des réunions avec les titulaires des deux (2) lots.

4.4 Suivi scientifique

Le suivi scientifique des opérations sera assuré par le département des Peintures. Les titulaires s'engagent à le tenir informé de tout éventuel problème rencontré lors des opérations de restaurations et à toute opération nécessitant une prise de décision. Il sera accompagné pour assurer ce suivi par le Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF).

Une réunion de démarrage aura lieu après la notification du présent marché courant juin 2026.

Le titulaire de chacun des lots est tenu d'assister à chacune des visites de restauration, co-organisées avec le C2RMF et au cours desquelles les œuvres à restaurer sont présentées, sans qu'il ne puisse opposer un quelconque refus, car elles s'avèrent nécessaires à la bonne exécution des prestations du présent marché. La fréquence de ces visites sera au minimum d'une fois par mois.

Des rendez-vous pourront être organisés ponctuellement à la demande du département des Peintures, en complément des visites de restauration.

Un comité scientifique international sera aussi mis en place. Il sera réuni au moins une fois par semestre (à titre indicatif) et pourra être sollicité entre ces réunions prévues le cas échéant. Lors de ces comités les mandataires des deux groupements devront être présents et suivre l'intégralité du comité.

4.5 Photographies en cours de restauration

Les restaurateurs documenteront l'ensemble des opérations réalisées. Des photographies professionnelles seront aussi effectuées par un prestataire du musée du Louvre aux différentes étapes de restauration (*a minimum* après tests de nettoyage, après nettoyage, après masticage et vernissage après restauration). Le musée du Louvre préviendra les restaurateurs une (01) semaine en amont.

Des photographies pourront être aussi réalisées par les photographes du Centre de recherche et de restauration des musées de France.

4.6 Définition des prestations de restauration

Les matériels et fournitures de restauration nécessaires aux opérations décrites dans les articles 4.7.1.a) à 4.7.1.e) seront à la charge des restaurateurs.

Les prestations de restauration comprennent trois types possibles d'interventions définies comme suit :

4.6.1 Restauration fondamentale de la couche picturale :

- Constat d'état
- Dépoussiérage
- Décrassage
- Nettoyage de la couche picturale :
 - tests de nettoyage
 - amincissement ou retrait des vernis
 - retrait des repeints de restauration débordants et/ou discordants
 - retrait des mastics de restauration débordants et/ou défaillants
- Réintégration de la couche picturale :
 - masticage des lacunes
 - vernissage intermédiaire
 - retouches colorées des lacunes et des usures : sauf mention autre, une réintégration de type illusionniste est attendue

- vernissage final : *l'effet recherché grâce au vernis sera, en particulier, à préciser en commun avec le département des peintures*
- Rapport d'intervention

4.6.2 Restauration fondamentale du support (reprise de rentoilage ou reprise de transposition) :

- Constat d'état
- Refixages préalables de la couche picturale pour permettre le nettoyage, si nécessaire
- Reprise structurelle du support comprenant (liste non exhaustive) :
 - dépose du châssis
 - protection de la couche picturale par cartonnage
 - retrait de la toile de transposition ou de rentoilage
 - retrait des couches d'interventions
 - retrait ou reprise de l'enduit si nécessaire (dans le cas d'une transposition)
 - refixage par le revers si nécessaire
 - collage des couches d'intervention
 - collage de la nouvelle toile
 - retrait des cartonnages
 - remise sur châssis
- Mise en place d'un bordage
- Mise en place d'une protection arrière de type rigide
- Rapport d'intervention

Les opérations concernant le châssis feront l'objet d'un bon de commande (cf. article 4.9.1 du présent CCP)

4.6.3 Restauration minimale du support :

- Constat d'état
- Refixages préalables de la couche picturale pour permettre le nettoyage, si nécessaire
- Dépoussiérage et dégrassage du revers, châssis inclus
- Reprise du bordage si nécessaire
- Remplacement des clés manquantes ou cassées
- Sécurisation des clés si nécessaire

- Consolidation du châssis si nécessaire
- Mise en place d'une protection arrière de type rigide
- Rapport d'intervention

4.6.4 Rapport d'intervention

À l'achèvement complet des interventions sur l'œuvre, l'ensemble de ces interventions fera l'objet d'un rapport écrit détaillé, rédigé par le titulaire de chacun des marchés. Chaque rapport est illustré de photographies comportant les principales étapes avant, pendant et après restauration (de même taille 15 x 10 cm, de même orientation et de même échelle). Tout élément d'information nouveau concernant la matérialité de l'œuvre (par exemple : interventions anciennes...) découvert au cours des interventions, devra être porté à la connaissance du Musée du Louvre dans le rapport. Le rapport est adressé au format numérique (type pdf) par voie électronique, ainsi qu'en deux exemplaires imprimés, au département des Peintures (destinataires : Sébastien Allard, Blaise Ducos, Oriane Lavit et Christelle Delelis). Le rapport d'intervention final (comprenant l'intégralité des rapports d'interventions de chaque tableau restauré par tranche) devra être remis au plus tard six (06) semaines après le dernier jour d'intervention pour chacune des tranches.

4.6.5 Cession de droits

Pour chacune des tranches, le titulaire du marché cède à l'EPML les droits d'exploitation afférents au rapport d'intervention final, à titre non exclusif et pour le monde entier, à compter de la signature du présent marché, pour la durée légale des droits d'auteur fixée par les législations tant française qu'étrangères et d'après les conventions internationales actuelles ou futures, y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.

Le titulaire du marché cède ainsi à l'EPML le droit de reproduire, représenter, communiquer, adapter, modifier, arranger et exploiter, notamment par voie de sous-cession, le rapport d'intervention final, en tout ou partie.

Le droit de reproduction s'entend comme le droit de reproduire ou de faire reproduire le rapport d'intervention final, sans limitation de nombre, par tous moyens et procédés techniques connus ou inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques ou optiques, sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques, ou optiques.

Le droit de représentation s'entend comme le droit de communiquer le rapport d'intervention final au public, en tout ou partie, par tous moyens et tous procédés techniques connus et inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, optiques, magnétiques, vidéographiques ou numériques, sur tous réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunications et tout autre procédé analogue existant ou à venir, par voie de télédiffusion et par tous moyens inhérents à ce mode de communication, ainsi que dans toutes salles réunissant du public.

Le droit d'adaptation et de modification s'entend comme le droit de modifier ou de faire modifier le rapport d'intervention final, et notamment de l'intégrer au sein d'autres œuvres, d'une base de données ou dans tout programme informatique. Ce droit s'exerce dans le respect du droit moral de l'auteur.

La présente cession de droits est consentie par le titulaire du marché à l'EPML pour toute exploitation institutionnelle du rapport d'intervention final par l'EPML ou tout partenaire ou prestataire de son choix, et notamment à des fins d'archivage, de documentation, de recherche, d'enseignement, de communication institutionnelle et scientifique, de médiation culturelle, de publications y compris commerciales (journaux, revues, brochures, dossiers, catalogues d'exposition, etc.), dans le cadre de colloques, ateliers ou conférences.

L'EPML s'engage à accompagner toute exploitation du rapport d'intervention final par la mention qui lui sera communiquée par le titulaire.

Il est entendu que le prix de la présente cession de droits est inclus dans le prix du marché et ne donnera lieu à aucune rémunération supplémentaire du titulaire par l'EPML.

L'EPML s'engage à respecter le droit de paternité les rédacteurs des rapports et œuvres et seront cités comme auteurs.

Photographies : Il est entendu que les prises de vues réalisées par le titulaire sont des opérations purement techniques, ne laissant aucune place à l'originalité. La signature de l'acte d'engagement par le titulaire vaut acceptation expresse de cette condition de réalisation des prises de vues et le titulaire reconnaît que ces dernières ne sont pas couvertes par des droits de propriété intellectuelle.

4.7 Caractéristiques techniques des équipements

Comme précisé à l'article 4.1.3, les prestataires devront aménager la salle.

ATTENTION : l'intervention de restauration se déroulera dans un espace qui n'est pas conçu ni équipé comme un atelier permanent de restauration situé à proximité immédiate d'espaces muséographiques recevant du public: le titulaire devra fournir en conséquence les équipements nécessaires au respect des conditions de travail (éclairage artificiel en complément de l'éclairage existant, outils de mesure thermo-hygrométriques) et à la prévention des risques, notamment d'origine chimique (ex : extracteur d'air à bras articulé, armoire verrouillée pour les solvants et autres produits chimiques volatiles dès lors que ces derniers restent sur le site d'intervention en dehors des heures de présence du titulaire du présent marché et de son équipe).

Le titulaire devra respecter le plan de prévention des risques (cf article 5.2 du présent CCP) qui sera lu et signé à l'issue d'une visite d'inspection, tant par le titulaire que par le Musée du Louvre, avant le début de réalisation de la prestation.

La liste des produits employés devra être indiquée dans le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre.

La maintenance, l'entretien (remplacement de filtres par exemple) et les visites réglementaires de contrôle de l'ensemble des équipements seront à la charge des titulaires. Ils devront être en mesure de présenter les attestations ou certificats de visites.

Pour rappel : les tables support et les chevalets seront fournis et mis à disposition par le musée du Louvre.

4.7.1.a) Hottes à solvant

Chaque poste de travail en couche picturale devra être équipé de deux hottes à solvant ou extracteur d'air à bras articulé pour permettre l'extraction des solvants. Chaque zone de travail comportera donc six (06) hottes à solvants. En cas de vernissage par pulvérisation, le titulaire devra employer des hottes répondant aux normes ATEX. Elles devront avoir une capacité suffisante pour absorber les émanations de solvants et assurer la bonne qualité de l'air.

4.7.1.b) Armoire à solvant

L'armoire à solvants devra avoir une contenance entre 250 et 300 L, répondre à la norme EN 14470-1 avec une résistance au feu de 30 minute minimum.

4.7.1.c) Échafaudages

Les échafaudages devront permettre le traitement en hauteur des grands et très grands formats. Ils devront répondre aux exigences de sécurité de travail en hauteur. Leur longueur ne devra pas excéder trois (03) mètres.

Le titulaire de chacun des marchés devra prendre en charge la location, l'acheminement, l'installation de l'échafaudage correspondant à ses besoins. Il prendra également en charge le plan de prévention des risques spécifiques au montage et à l'utilisation de cet échafaudage. Pendant toute la durée de présence de l'échafaudage dans l'enceinte du Musée du Louvre, le titulaire assurera la responsabilité de son entretien et de son utilisation par des personnes disposant d'une attestation de formation en cours de validité. Il est rappelé que les échafaudages (voir l'article 4.2.3) pourront être employés par les équipes du musée du Louvre dans le cadre des opérations de décrochages et de d'accrochages des tableaux.

4.7.1.d) Ponts roulants

Le pont roulant devra faire six (06) m de longueur. Il devra être avoir une résistance au poids de 200 kg minimum et garantir une stabilité suffisante pour travailler au-dessus des tables.

4.7.1.e) Poubelles à solvant

Les poubelles de sécurité devront être adaptées aux déchets souillés notamment aux solvants. Elles devront être pouvoir être fermées via une pédale. Les restaurateurs devront aussi faire procéder, à leur charge, à leur évacuation régulière par des entreprises spécialisées (bordereau de suivi). La non remise du bordereau entraînera l'application de pénalités prévues à l'article 12 du présent CCP.

Il est rappelé que les restaurateurs devront gérer les opérations de vernissage en assurant la protection des espaces et des personnes en application du plan de prévention mis en œuvre (cf. article 5.2 du présent CCP). En cas de vernissage par pulvérisation, ils devront employer des hottes à solvants répondant aux normes ATEX.

4.8 Description des prestations attendues – Part forfaitaire

4.8.1 *Lot 01 – Tranche ferme*

4.8.1.a) L'Instruction de la reine dit aussi l'Éducation de la reine - INV. 1771

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

Les opérations de restauration du lot 01, tranche ferme, commenceront par ce tableau comme indiqué dans l'article 4.2.1 du présent CCP.

4.8.1.b) Les Épousailles de la reine ou La Réception de l'anneau, dit encore le mariage par procuration de Marie de Médicis et d'Henri IV à Florence, le 5 octobre 1600 - INV. 1773

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Le niveau de restauration du support pourra être soumis à une clause de réexamen à l'issue du nettoyage de la couche picturale

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.1.c) Le Débarquement de la reine à Marseille, le 3 novembre 1600 - INV. 1774

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.1.d) L'Arrivée de la reine à Lyon, ou La Rencontre du roi et de la reine, le 9 décembre 1600 - INV. 1775

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration minimale du support telle que définie à l'article 4.6.3 du présent CCP

4.8.1.e) Le Couronnement de la reine à l'abbaye de Saint-Denis, le 13 mai 1610 - INV. 1778

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.1.f) Équipements et aménagements de la salle

Les restaurateurs devront équiper la salle, soit en louant ou en achetant les équipements ci-dessous :

- Six (06) hottes à solvants répondant aux caractéristiques décrites à l'article 4.7.1.a)
- Une (01) armoire à solvant répondant aux caractéristiques décrites à l'article 4.7.1.b)
- Trois (03) échafaudages répondant aux caractéristiques décrites à l'article 4.7.1.c)
- Des ponts roulants répondant aux caractéristiques décrites à l'article 4.7.1.d) et en quantité suffisante pour assurer le bon déroulement du chantier et la bonne tenue du planning
- Des poubelles répondant aux caractéristiques décrites à l'article 4.7.1.e) cette prestation comprend aussi l'évacuation des déchets souillés par des entreprises spécialisées.

Il est rappelé que les restaurateurs devront gérer les opérations de vernissage en assurant la protection des espaces et des personnes en application du plan de prévention mis en œuvre (cf. article 5.2 du présent CCP). En cas de vernissage par pulvérisation, ils devront employer des hottes à solvants répondant aux normes ATEX.

Le titulaire de chacun des marchés devra prendre en charge tout l'équipement et le matériel et fournitures spécifiques nécessaires aux traitements requis. Cela comprend notamment le petit équipement (chaises, dessertes, éclairage d'appoint...).

4.8.2 Lot 01 – Tranche optionnelle

4.8.2.a) La Prise de Juliers, le 1er septembre 1610 – INV. 1781

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.2.b) La Majorité de Louis XIII. La Reine remet les affaires au roi, le 20 octobre 1614 – INV. 1784

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.2.c) La Reine s'enfuit du château de Blois dans la nuit du 21 au 22 février 1619 – INV. 1785

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.2.d) Le Traité d'Angoulême, le 30 avril 1619 – INV. 1786

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP

4.8.2.e) La Conclusion de la paix à Angers, le 10 août 1620 – INV. 1787

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.2.f) Le Triomphe de la Vérité ou La Parfaite et sincère union de la Reine mère et de son fils – INV. 1789

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP

- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.2.g) François I^{er} de Médicis (1541-1587), Grand-Duc de Toscane, père de Marie de Médicis et fils de Cosme I^{er} – INV. 1790

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Le niveau de restauration du support pourra être soumis à une clause de réexamen à l'issue du nettoyage de la couche picturale

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.2.h) Équipements et aménagements de la salle

Les équipements nécessaires seront les mêmes que ceux décrits à l'article 4.8.1.f).

4.8.3 Lot 02 – Tranche ferme

4.8.3.a) Les Parques filant le destin de la reine Marie de Médicis sous la protection de Jupiter et Junon – INV. 1769

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.3.b) La Naissance de la reine à Florence le 26 avril 1573 – INV. 1770

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

Les opérations de restauration du lot 02, tranche ferme, commenceront par ce tableau comme indiqué dans l'article 4.2.1 du présent CCP.

4.8.3.c) Henri IV reçoit le portrait de la reine et se laisse désarmer par l'Amour – INV. 1772

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Le niveau de restauration du support pourra être soumis à une clause de réexamen à l'issue du nettoyage de la couche picturale

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.3.d) La Naissance du Dauphin à Fontainebleau, le 27 septembre 1601 – INV. 1776

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.3.e) Préparatifs du roi pour la guerre d'Allemagne ou La Remise de la régence à la reine, le 20 mars 1610 – INV. 1777

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration minimale du support telle que définie à l'article 4.6.3 du présent CCP

4.8.3.f) L'Apothéose d'Henri IV et la proclamation de la régence de la Reine, le 14 mai 1610 – INV. 1779

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.3.g) Équipements et aménagements de la salle

Les restaurateurs devront équiper la salle, soit en louant ou en achetant les équipements ci-dessous :

- Six (06) hottes à solvants répondant aux caractéristiques décrites à l'article 4.7.1.a)
- Une (01) armoire à solvant répondant aux caractéristiques décrites à l'article 4.7.1.b)
- Trois (03) échafaudages répondant aux caractéristiques décrites à l'article 4.7.1.c)
- Des ponts roulants répondant aux caractéristiques décrites à l'article 4.7.1.d) et en quantité suffisante pour assurer le bon déroulement du chantier et la bonne tenue du planning
- Des poubelles répondant aux caractéristiques décrites à l'article 4.7.1.e) cette prestation comprend aussi l'évacuation des déchets souillés par des entreprises spécialisées.

Il est rappelé que les restaurateurs devront gérer les opérations de vernissage en assurant la protection des espaces et des personnes en application du plan de prévention mis en œuvre (cf. article 5.2 du présent CCP). En cas de vernissage par pulvérisation, ils devront employer des hottes à solvants répondant aux normes ATEX

Le titulaire de chacun des marchés devra prendre en charge tout l'équipement et le matériel spécifiques nécessaires aux traitements requis. Cela comprend notamment le petit équipement (chaises, dessertes, éclairage d'appoint...)

4.8.4 Lot 02 – Tranche optionnelle

4.8.4.a) Le Conseil des dieux pour les mariages réciproques de la France et de l'Espagne dit autrefois Le Gouvernement de la reine – INV. 1780

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.4.b) L'Échange des deux princesses de France et d'Espagne sur la Bidassoa à Hendaye, la 9 novembre 1615 – INV. 1782

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.4.c) La Félicité de la Régence – INV. 1783

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Le niveau de restauration du support pourra être soumis à une clause de réexamen à l'issue du nettoyage de la couche picturale

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.4.d) La Parfaite réconciliation de la reine et de son fils, après la mort du Connétable de Luynes, le 15 décembre 1621 – INV. 1788

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration fondamentale du support telle que définie à l'article 4.6.2 du présent CCP

Concernant les opérations du châssis, voir l'article 4.9.1 du présent CCP (part à commande)

4.8.4.e) Jeanne d'Autriche (1547-1578), Grande-Duchesse de Toscane, mère de Marie de Médicis – INV. 1791

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP
- Restauration minimale du support telle que définie à l'article 4.6.3 du présent CCP

4.8.4.f) Marie de Médicis (1573-1642) en reine triomphante – INV. 1792

- Restauration fondamentale de la couche picturale telle que définie à l'article 4.6.1 du présent CCP

- Restauration minimale du support telle que définie à l'article 4.6.3 du présent CCP

4.8.4.g) Équipements et aménagements de la salle

Les équipements nécessaires seront les mêmes que ceux décrits à l'article 4.8.3.g).

4.9 Description des prestations – part à commande

4.9.1 *Traitement des châssis*

Les revers des tableaux n'ayant pas pu être observés, il est impossible de préjuger de leur état et des opérations à mettre en place. Dans la mesure du possible, la conservation des châssis existant est souhaitée.

- Dans le cas d'une conservation possible du châssis, une restauration du châssis sera effectuée comprenant les opérations suivantes (liste non exhaustive) :
 - dépoussiérage,
 - décrassage,
 - traitement structurel des points de faiblesse si nécessaire,
 - amélioration ou création d'un chanfrein si nécessaire,
 - remplacement des clés cassées ou manquantes
 - sécurisation des clés, renforcement structurel de parties altérées...).
- Dans le cas de l'impossibilité de conserver le châssis, il sera changé pour un châssis flottant en bois.

4.9.2 *Opérations de médiation, communication, comités scientifiques*

Comme indiqué dans l'article 4.12.1, les restaurateurs pourront être amenées à être sollicités pour des opérations de communication et de médiation auprès du public ou de journalistes.

Par ailleurs, les opérations de restaurations donneront lieu à des comités scientifiques (voir article 4.4) pour lesquels le mandataire, *a minima*, devra être présent.

4.9.3 *Prélèvements et analyses scientifiques*

Dans le cadre de la restauration, des prélèvements pourraient être nécessaires pour appuyer des choix de restauration et/ou contribuer à la connaissance de la technique de l'artiste ou de l'histoire du cycle. Ces demandes seront adressées en priorité au département Recherche du C2RMF. Néanmoins, si la charge de travail des équipes du C2RMF ne permettait pas de procéder aux analyses dans les délais requis, le titulaire les effectuera (compétences en interne ou délégation à un prestataire extérieur).

4.9.4 *Protocole plomb*

Comme mentionné à l'article 4.1.3, certains tableaux ont pu, dans le passé, avec une restauration structurelle du support mettant en œuvre de la cêruse. La reprise du support pourrait impliquer de

traiter des enduits à la céruse et donc plombés et de passer dans un protocole plomb. Ce protocole sera composé de la mise en place d'une tente étanche autour du poste de travail pour éviter toute contamination des espaces de travail autour, d'un plan d'évacuation spécifique des déchets plombés, d'un nettoyage spécifique de décontamination du poste de travail à l'issue du traitement. Des prélèvements et analyses pour vérifier la quantité de plomb au niveau des surfaces pourront être effectués.

4.10 Obligation de conseil

Le titulaire et ses collaborateurs sont tenus à une obligation de conseil sur tous les aspects de la mission. Cette obligation est entendue de la manière la plus large. Le titulaire est notamment tenu d'attirer l'attention de l'EPML sur toutes les difficultés ou questions ressortissant à sa spécialité quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du présent marché.

4.11 Obligation de confidentialité

Compte tenu du contexte particulier du Musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution des présents marchés, a reçu du Musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution des marchés ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite des marchés de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le Musée du Louvre à résilier le marché aux torts du prestataire et à ses frais et risque, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le Musée du Louvre au prestataire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

4.12 Actions de communication

4.12.1 Prestation de médiation et de communication

Les titulaires pourront être sollicités à des fins de communication ou de médiation autour de la restauration du cycle. Ces prestations feront l'objet de bons de commande (voir article 4.9.2). Le musée du Louvre s'engage à en informer le mandataire au préalable.

4.12.2 Photographies et prises de vue du personnel du titulaire

Le titulaire déclare être informé et accepter que le musée (ou ses partenaires) peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur des prestations de restauration et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de restauration, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le lieu d'exécution des prestations et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le lieu d'exécution des prestations, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le musée (ou ses partenaires) et à transmettre au musée, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le musée et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du chantier de restauration, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant aux prestations de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement des prestations ;
- d. le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du musée. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée des prestations et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- f. insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;
- g. projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- h. exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- i. merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le musée par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le musée de l'intégralité de toute indemnisation que le musée serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le musée devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

4.12.3 Prises de vue ou tournages sur le lieu d'exécution par le titulaire

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le lieu d'exécution des prestations, sans l'autorisation préalable écrite du musée.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire ne peut organiser aucune action de communication, à l'égard de clients, de journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sans accord préalable du Musée du Louvre. Le titulaire doit saisir l'Etablissement Public du Musée du Louvre par écrit quatre (04) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le musée, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le musée, le titulaire fournira, sur simple demande du musée, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le musée d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

4.13 Obligation de propreté et de tri sélectif

Obligation de propreté

Le Titulaire doit le maintien en état de propreté et le nettoyage régulier de ses emprises et de leurs abords immédiats et, en fin de prestation, l'enlèvement de tous les matériels inutilisés ainsi qu'un nettoyage général des espaces où il a œuvré.

Obligation de tri sélectif

Le Titulaire veille à différencier les différents types de déchets (papier, plastique, bois, solvants etc.) afin de faciliter leur évacuation conformément à l'article 5.2 du présent CCP.

L'organisation du tri sélectif sera abordée lors de la réunion de démarrage du marché.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

5.1 Responsabilité juridique

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique :

- de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence, manquements dans l'exécution du présent marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.
- envers ses employés et les tiers, y compris le personnel de l'établissement public du musée du Louvre, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement des prestations objet du présent marché.
- pour des vols :
 - o Commis par son personnel,
 - o Commis avec la complicité de son personnel,
 - o Par négligence, manquement ou omission à ses obligations professionnelles.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève des prestations fournies dans le cadre du présent marché.

Au stade de l'attribution provisoire, chaque membre du groupement attributaire provisoire devra en conséquence fournir une copie de la police d'assurance par lui contractée, au titre de sa responsabilité civile professionnelle, auprès d'une compagnie d'assurances bénéficiant de l'agrément de l'État, et couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du présent marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution dudit marché.

Ce contrat devra préciser :

- le nom de la compagnie,
- les risques couverts, étant précisé que devront nécessairement être couverts les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, ainsi que les dommages aux biens confiés, en lien avec les prestations objet du présent marché,
- les qualifications professionnelles et activités assurées,
- les conditions de garanties,
- les montants des garanties,
- la date d'expiration des garanties,
- le numéro de la police.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

5.2 Mesure de sécurité -sûreté

En application du décret n°92-158 du 20 février 1992, complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, ce chantier nécessite la réalisation d'un plan de prévention entre l'EPML et le titulaire du marché.

À l'occasion de la réunion de lancement de démarrage des prestations, une visite d'inspection commune, préalable au début d'exécution des prestations sera effectuée.

Lors de cette visite, devront être présents les représentants de l'EPML et le titulaire du marché, afin d'analyser les risques encourus sur le chantier et décider des mesures de prévention à prendre, en rédigeant un plan de prévention.

Le plan de prévention sera rédigé pour toute la durée du marché

Lors de cette visite devront être présents les représentants de l'EPML et le titulaire du marché, afin d'analyser les risques encourus sur ce chantier de restauration et décider des mesures de prévention à prendre, en rédigeant un plan de prévention.

À cette occasion, le titulaire du marché devra fournir l'ensemble des documents suivants : la liste du personnel ; la copie de toutes des habilitations (échafaudages...) des personnes intervenant sur site ; la liste des équipements et matériels utilisés et leurs certificats de conformité éventuels ; les coordonnées du médecin du travail ; la liste des produits chimiques (par exemple les solvants) utilisés et leurs fiches de données de sécurité correspondantes.

À l'issue de la visite, le représentant de l'EPML et le titulaire du marché conserveront chacun un (1) exemplaire de ce document et il sera considéré comme étant en application dès son élaboration, même s'il demeure provisoire.

En effet, ce plan sera considéré comme provisoire le temps d'être soumis à l'avis d'experts de l'EPML. Si des modifications sont nécessaires, elles seront intégrées par le biais d'un additif au plan de prévention, et elles devront être appliquées immédiatement par le titulaire du marché. La version définitive de ce plan de prévention et son additif éventuel, une fois signés par le représentant de l'EPML, seront envoyés en lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire du marché.

ARTICLE 6 - GARANTIE

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission (selon les modalités décrites à l'article 10 du présent CCP).

Au titre de cette garantie, le titulaire :

- S'oblige à remettre en état à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur ;
- Est reconnu responsable des dommages causés aux biens et aux personnes en raison d'un manquement ou d'une défectuosité de tout ou partie de la prestation, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état que cette dernière ait lieu dans les salles du Musée (ou du C2RMF) ou dans les locaux du prestataire.

Pendant le délai de garantie, en cas de dégâts ou préjudices liés à des manquements dans l'exécution de ses prestations, le titulaire procède aux réparations qui lui sont imputables après notification d'un ordre de service fixant les délais et modalités de réparations.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

ARTICLE 7 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7.1 Nature et contenu des prix

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Le marché est un marché à prix mixte composé à titre principal d'une part forfaitaire et à titre accessoire d'une part à commandes.

Le marché est rémunéré par un prix forfaitaire et par des prix unitaires dans le cadre d'une part à commande.

Les prix comprennent l'ensemble des prestations du présent marché telles que décrites dans le présent CCP.

Les prix du marché sont exprimés hors T.V.A. ainsi que toutes taxes comprises.

Ils sont réputés complets conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, et comprennent notamment :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- les frais généraux (gestion, secrétariat)
- les frais d'assurance,
- les frais de déplacements, de restauration et d'hôtellerie,
- l'ensemble des réunions nécessaires à la bonne exécution des prestations, sans que ces réunions puissent faire l'objet de facturation en sus des prix figurant à la DPGF.
- les frais de reproduction et de diffusion des documents que le titulaire doit établir dans le cadre de sa mission,
- les livrables, y compris la cession de droit,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations : entre autres, le matériel, les produits, les frais liés à l'acheminement et à l'évacuation des matériels et fournitures, etc.
- toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission qui sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique.

Les prix sont réputés établis sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des conditions d'exécution des prestations. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté inhérente aux conditions d'exécution des prestations, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

7.2 Prix forfaitaire

Le prix forfaitaire rémunère l'ensemble des prestations définies à l'article 4.8 du CCP.

Ce prix figure à la décomposition du prix global et à l'acte d'engagement

7.3 Prix unitaire

Les bons de commande sont délivrés et signés au fur et à mesure des besoins par la personne représentant le pouvoir adjudicateur ou son représentant au Musée du Louvre et seront rémunérés par l'application des prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les bons de commande comportent :

- l'identification du titulaire,
- la date,
- la référence du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation des prestations à exécutées,
- le prix de la ou les prestations,
- le délai d'exécution de la prestation,
- les précisions éventuelles concernant les conditions d'exécution,
- le montant HT,
- le montant de la TVA
- le montant TTC

Conformément à l'article R2162-5 du Code de la commande publique (CCP), l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Toutefois, conformément à l'article R2162-5 du CCP, le pouvoir adjudicateur ne peut retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans le délai fixé à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, sous peine de forclusion. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

L'autorité habilitée à signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou la(les) personne(s) désignée(s) à cet effet.

7.4 Révision des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » (M0). La date d'établissement du prix initial appelée « mois zéro » est précisée ci-dessous :

- le mois de remise des offres (date limite de remise des offres) ;
- ou, en cas de négociation, le mois de remise des offres finales après négociation.

Révision des prix de la DPGF et du BPU :

Les prix sont révisés annuellement à chaque date anniversaire de la notification du marché, et par application de la formule suivante :

$P_r = P_o (0,30 + 0,70 \text{ « ICHT-Mr »} / \text{« ICHT-M m(0) »})$
--

où

- P_r désigne le prix révisé au mois « mr »
- P_o est le prix initial indiqué dans les pièces contractuelles et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mo »
- **ICHT-M** : (activités spécialisées scientifiques et techniques) : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Charges seules - Tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001582828
- L'indice « o » désigne la valeur de l'indice concerné au mois « mo ».
- L'indice « r » désigne la dernière valeur connue de l'indice au mois « mr ».

Dans le cas où l'évolution des prix résultant de l'application de la formule de révision conduit à une augmentation supérieure de 3 % de hausse annuelle, l'EPML se réserve le droit de résilier le marché pour motif d'intérêt général conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG/FCS.

L'organe de publication qui servira de référence est l'INSEE sur le site internet au <https://www.insee.fr/fr/information/2411675>

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de références, la valeur des indices correspondants, et en détaillant les calculs intermédiaires.

Les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- Par défaut lorsque la 4^{ième} décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- Par excès lorsque la 4^{ième} décimale est comprise entre 5 et 9 ;

Le titulaire s'assure, par échange de mail, avec le service en charge de la réception des factures, de la bonne mise en œuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul.

En cas de modification techniques entraînant l'insertion de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires, ces prix nouveaux seront établis en date de valeur Mo, sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre et seront révisés par application de la formule indiquée ci-dessus ;

7.5 Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique et de l'article 25 du CCAG/FCS, il est prévu la clause de réexamen suivante :

En cas de **modifications relatives au niveau de restauration du support à l'issue du nettoyage de la couche picturale prévu aux articles suivants** :

Pour le lot 1 : articles 4.8.1.b ; 4.8.2.g ; 4.8.3.c

Pour le lot 2 : article 4.8.4.c

Le Titulaire sera avisé par ordre de service avec respect d'un délai de préavis de 15 jours.

Les modifications seront par la suite entérinées par voie d'avenant.

ARTICLE 8 - MODE DE REGLEMENT

8.1 Modalités de règlement

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement. Les règlements s'effectuent par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique.

8.1.1 Pour la part forfaitaire

Pour chacune des tranches et pour chacune des œuvres, le titulaire établit une demande de paiement sur présentation d'un état d'acompte à l'achèvement de chacune des étapes suivantes de restauration :

Pour la couche picturale :

- finalisation de la moitié du nettoyage de la couche picturale (étape comprenant aussi le constat d'état, le dépoussiérage et le dégrassage) ;
- finalisation du nettoyage de la couche picturale dans son intégralité ;
- finalisation de la moitié de la réintégration de la couche picturale (étape comprenant aussi le vernissage intermédiaire et le masticage) ;
- finalisation de la réintégration de la couche picturale dans son intégralité (étape comprenant aussi le vernissage final) ;

Pour le support toile :

- Opération fondamentale de restauration du support :
 - finalisation de la moitié de la reprise structurelle du support (cas d'une opération fondamentale, retrait des anciennes couches d'intervention et comprenant les phases de constat détaillé du revers et de refixages préalables) ;
 - finalisation de la reprise structurelle du support (tableau remis sur son châssis) ;
- Opération minimale de restauration du support :
 - finalisation de la restauration minimale du support (toutes les phases de restauration minimale du support) ;

Pour l'équipements de la salle / petites fournitures :

- une seule demande de paiement par tranche

Rapport final d'intervention :

- le rapport comprendra l'intégralité des rapports d'intervention (couche picturale + support) des tableaux restaurés par tranche ;

Le solde du marché sera réglé après admission du rapport final d'intervention.

En outre, en application de l'article 11 du CCAG/FCS, le titulaire pourra, le cas échéant, au regard de l'avancement réel des prestations du chantier de restauration, après constat de la personne en charge de la conduite du marché, faire production d'une demande d'acompte correspondant à une fraction de l'étape correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations réalisées.

8.1.2 Pour la part à commande

Pour la part à bons de commandes : le paiement des prestations sont réglées après l'admission des prestations du bon de commande et sous forme de paiements partiels définitifs.

8.2 Modalités de paiement

Les demandes de paiement mentionnent :

- la référence du marché
- les noms, adresse et n° du SIRET du titulaire
- les références bancaires,
- la date,
- le numéro d'inventaire de l'œuvre traitée,
- le détail des prestations effectuées,
- le montant H.T.,
- le taux et montant de la T.V.A.,
- le montant TTC,
- les références du marché,
- les références de l'engagement juridique,
- la référence/ numéro de bon de commande le cas échéant,
- les révisions de prix le cas échéant

Les états d'acompte et les factures (part à commande) sont établis par le titulaire après admission des prestations selon les modalités prévues à l'article 10 du présent document.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent C.C.P. Le règlement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique.

Le montant du règlement est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

En cas de paiement séparé, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le titulaire doit en avertir la personne publique dans un délai de 15 jours.

L'Etablissement Public du Musée du Louvre se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions indiquées ci-dessus.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au Titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Dépassé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications.

8.3 Adresse d'envoi des demandes de paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
 - Déposer ses demandes de paiement sur le portail,
 - Saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Le cas échéant, en cas d'impossibilité d'utilisation du système chorus pro, les factures peuvent être adressées à :

Musée du Louvre

Direction Financière, Juridique et des Moyens - Service de l'exécution budgétaire

75058 Paris Cedex 01

DFJM-SDE-CENTRAL@louvre.fr

N.B : mettre en copie du mail : christelle.delelis@louvre.fr

8.4 Délais de paiement - Intérêts moratoires

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les paiements sont effectués par mandats, en créditant le compte ouvert au nom du Titulaire dans le contrat.

Le délai global de paiement du Titulaire est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, par l'E.P.M.L. Les modalités de règlement du Titulaire sont soumises aux dispositions du décret n°2013-269 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Ainsi, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les mentions indiquées ci-dessus, et ainsi de suspendre le délai de paiement jusqu'à production d'une facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

Le défaut de paiement dans le délai prévu au présent article ouvre droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement et fait courir de plein droit des intérêts moratoires au profit du Titulaire, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour de paiement.

Le taux d'intérêt moratoire applicable correspond au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

8.5 Avance

Une avance peut être accordée à l'entrepreneur, sauf refus exprès de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement, dans les conditions et selon les modalités définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

L'article R.2191-3 du CCP dispose qu'une avance doit être accordée « au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois ».

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS, le taux est fixé à 20%. En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Conformément à l'article aux articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'entrepreneur, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises.

8.6 TVA

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

8.7 Paiement des cotraitants

En cas de groupement d'entreprises, le titulaire « mandataire du groupement » fait parvenir au Musée du Louvre, en double exemplaire (l'original et la copie), les factures de son ou ses co-traitant(s), qu'il aura préalablement validées.

Ces factures sont adressées aux coordonnées indiquées à l'article 8.3 du présent CCP.

8.8 Paiement des sous-traitants

Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'article 7 de l'Acte d'engagement devra indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels ayant droit au paiement direct.

Dans le cas où la sous-traitance est déclarée en cours d'exécution du marché, le titulaire devra se conformer aux formalités précisées à l'article 1.8 du présent CCP.

ARTICLE 9 - CESSION OU NANTISSEMENT

Sur demande expresse du Titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique², la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 10 - OPERATIONS DE VERIFICATION, D'ADMISSION ET DE CONTROLE

En complément des dispositions définies aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, la vérification des prestations se déroule comme suit.

Pour les prestations relevant de la part forfaitaire :

Les opérations de vérification qualitative et quantitative seront effectuées par M. Blaise Ducos, conservateur en chef en charge des peintures hollandaises et flamandes des XVII^e et XVIII^e siècles au département des Peintures et Mme Oriane Lavit, conservatrice en charge des peintures françaises et néerlandaises du XVI^e siècle au département des Peintures.

Ils procéderont à un examen détaillé des œuvres :

² Article R2191-54 : « Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. »

- régulièrement en cours de marché, à l'occasion des visites de restauration co-organisées avec le C2RMF ou de visites ponctuelles à la demande du département des Peintures,
- à l'issue des prestations listées à l'article 8.1.1 du CCP une opération de vérifications sera effectuée pour chaque étape de restauration finalisée, pour chaque œuvre, au terme de laquelle le représentant du pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission ou d'ajournement,
- une opération de vérifications qui aura lieu après la remise du rapport d'intervention final (comprenant l'intégralité des rapports d'interventions de chaque tableau restauré par tranche) et ce dans une durée maximale de 30 jours calendaires, au terme de laquelle le représentant du pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission ou d'ajournement.

Le titulaire s'engage à signaler par écrit et sans délai à M. Blaise Ducos, conservateur en chef en charge des peintures hollandaises et flamandes des XVII^e et XVIII^e siècles au département des Peintures et Mme Oriane Lavit, conservatrice en charge des peintures françaises et néerlandaises du XVI^e siècle au département des Peintures, toute dégradation touchant les œuvres survenus au cours de l'exécution des prestations.

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Elles ont pour objectif de contrôler que les fournitures, prestations et services fournis par le titulaire de chacun du marché présentent les caractéristiques fonctionnelles, techniques et de qualité attendues par l'EPML.

Les opérations de vérifications portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et suivants du CCAG/FCS afin de s'assurer que la prestation est réalisée dans les formes du marché (respect des objectifs qualitatifs et objectifs quantitatifs des pièces contractuelles). Les contrôles portent sur l'ensemble des prestations et l'ensemble des lieux d'exécution.

Conformément à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'absence du titulaire aux opérations de vérification ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Le pouvoir adjudicateur délègue l'exécution des opérations de vérification à la (aux) personne(s) chargée(s) de la conduite des prestations.

La constatation de l'exécution des prestations (opérations de vérification, décisions après vérification...) est effectuée conformément aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

En complément des dispositions définies aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS :

Conformément à l'article 27.2.2 du CCAG/FCS, le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications (restauration et dossier d'intervention final).

A l'issue de l'exécution des prestations, l'une des personnes chargées de la conduite du marché vérifie que celles-ci sont conformes aux conditions du marché. L'EPML et ses représentants pourra également procéder à un examen détaillé des œuvres régulièrement en cours de marché, à l'occasion des points techniques ou scientifiques ou de visites ponctuelles à la demande du département des Peintures.

A l'issue des opérations de vérification qui interviennent après réalisation complète des prestations de restauration et remise du dossier d'intervention final l'une des personnes chargées de la conduite du marché notifie au titulaire, **dans un délai de 15 jours** :

- **L'admission des prestations** : lorsque les prestations de restauration sont entièrement achevées, qu'elles répondent aux stipulations du présent marché, et que le titulaire a remis le

rapport détaillé final (comprenant l'intégralité des rapports d'interventions de chaque tableau restauré par tranche) prévu à l'article 4.6.4.

- **L'ajournement** : lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que l'admission ne peut être prononcée que moyennant certaines mises au point. Dans ce cas, il indique au titulaire les mises au point à effectuer dans un délai qu'il prescrit.
- **L'admission avec réfaction des prestations** : lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Il prend dans ce cas une décision motivée. Cette décision est notifiée au titulaire par courrier recommandé avec avis de réception postal. La notification de la décision ne peut néanmoins intervenir qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter ses observations.
- **Le rejet des prestations** : lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet total ou partiel. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché selon les modalités et le délai fixés par le pouvoir adjudicateur.

Les décisions de réfaction ou de rejet doivent être motivées et font l'objet d'une communication au titulaire, qui sera convoqué et invité à présenter ses explications en vue d'une modification, du retrait ou du maintien de la décision de réfaction ou de rejet.

Pour les prestations relevant de la part à commande :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le Titulaire :

- a mis en oeuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées
- a réalisé les prestations, définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Il est fait application des articles 27 et 28 du CCAG/FCS en ce qui concerne les vérifications quantitatives et qualitatives. Le pouvoir adjudicateur procède aux vérifications qualitatives et quantitatives. Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heure fixés pour les vérifications.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/FCS.

Admission : L'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai d'un mois à dater de de l'achèvement de l'exécution du service.

Ajournement : Si l'EPML estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Par cette décision, l'EMPL invite le Titulaire à présenter à nouveau, les prestations mises au point.

Réfaction : Lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que des prestations exécutées dans le cadre du présent marché ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Rejet : Lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet total ou partiel

ARTICLE 11 -CONSTAT DE DEGRADATION

11.1 Procédure de constat de dégradation

Les détériorations ou anomalies dues à la manipulation de l'œuvre sont notifiées au titulaire dans un délai de vingt (20) jours à compter de la prise de connaissance de la dégradation.

Il est alors procédé à un constat d'état destiné à déterminer la part de responsabilité du titulaire. Un modèle de constat d'état sera fourni par le Département.

Les constats sont dressés en trois exemplaires conjointement par M. Sébastien ALLARD, conservateur général, directeur du département des Peintures, et par conservatrice en chef en charge des peintures espagnoles au département des Peintures.

A l'initiative du département des Peintures, une commission d'expertise pourra se réunir à la suite d'un constat.

Cette commission est constituée comme suit :

Sébastien ALLARD, conservateur général, directeur du département des Peintures,

- ✓ M. Blaise Ducos, conservateur en chef en charge des peintures hollandaises et flamandes des XVII^e et XVIII^e siècles au département des Peintures
- ✓ Mme Oriane Lavit, conservatrice en charge des peintures françaises et néerlandaises du XVI^e siècle au département des Peintures
- ✓ Un juriste du service des affaires juridiques au Musée du Louvre,
- ✓ Le titulaire de chacun du marché,
- ✓ Un représentant et un éventuel expert de l'assurance du titulaire.

11.2 Réparation

Après constat, ou à l'issue de la commission d'expertise, le représentant du pouvoir adjudicateur établira un compte-rendu mentionnant les parts de responsabilité ainsi que les différentes prises en charge financières du titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur établira, suivant la nature et l'importance des dommages constatés, la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état, prise en charge de la restauration des œuvres ou tout autre élément de bâtiment.

ARTICLE 12 -PENALITES

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, toute pénalité exigible aux termes du présent article est due par le titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS les retenues et pénalités ci-après sont encourues, sans mise en demeure préalable et du simple fait de la constatation des retards et manquements par le représentant du pouvoir adjudicateur.

12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, tout retard dans la réalisation des prestations par rapport au délai d'exécution fixé à l'article 1.6 du présent CCP entraînera des pénalités de **100 euros par jour calendaire de retard**.

Si le retard dans l'exécution des prestations était imputable au Musée du Louvre ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Les pénalités sont cumulables.

12.2 Autres pénalités

Pénalités pour absence aux séances de réunion :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, toute absence non motivée aux réunions sera sanctionnée par des pénalités de 100 € par absence.

Pénalité pour non-respect de l'obligation de propreté et de tri sélectif détaillée à l'article 4.2.4 et 4.13 du CCP : 50 euros par manquement constaté.

Pénalités pour non remise des bordereaux de suivi des déchets :

La non transmission du document à la demande de l'EPML entraînera une pénalité de 100 euros par manquement constaté.

Pénalités de lutte contre le travail dissimulé :

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le Titulaire du lot transmet tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces suivantes :

- Les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.
- Les Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou le formulaire NOTI 2 disponible à l'adresse suivante : <http://minefe.gouv.fr> ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

Conformément à l'article D 8222-8 du code du travail, les documents et attestations énumérés à l'article D. 8222-7 du code du travail sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de demander au Titulaire du marché de déposer les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sur une plateforme en ligne, mise à disposition par le pouvoir adjudicateur et gérée par une société tierce.

Il est rappelé qu'en application de l'article L.8222-6 du code du travail, à défaut de la fourniture de ces documents, le Titulaire du lot encourt une pénalité de dix euros (10 €) par jour de retard dans la limite des amendes prévues par les articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail et de 10% du montant total HT du marché (forfait + montants réellement commandés sur le présent marché, sur la base des bons de commande réellement exécutés).

Si, dans le cadre du dispositif prévu par l'article L.8222-6 du code du travail, le Titulaire du lot n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, dans les délais impartis, les pénalités prévues pourront lui être appliquées ou le marché pourra être résilié, sans indemnité, à ses frais et risques.

ARTICLE 13 - RESILIATION – LITIGES

13.1 Résiliation

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/FCS (articles 38 à 45), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- En cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- Dans tous les autres cas prévus au présent document.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'établissement public du musée du Louvre et notifié au titulaire.

13.2 Langue, litiges et compétence des tribunaux

Les correspondances, les documentations, les prestations, les livrables, les comptes rendus, ainsi que les demandes de paiement relatives au marché sont rédigées en français (sauf demande expresse contraire de l'EPML). La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L.2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, à défaut de solution amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 2	Articles 4.1
Article 10	Complète les articles 27 à 30
Articles 12, 12.1 et 12.2	Articles 14.1, 14.1.1 et 14.1.3
Article 13.1	Complète l'article 41